



Rassemblement à Genève le vendredi 9 juin contre la répression en Iran

A l'occasion de la Conférence annuelle de l'OIT (Organisation internationale du travail), les organisations syndicales signataires s'associent au rassemblement organisé par des exilé.es iranien.nes devant le siège des Nations Unies à Genève, le vendredi 9 juin 2022.

Elles entendent ainsi protester contre la répression en Iran, et notamment :

- le nombre croissant d'exécutions capitales, dont plus d'une dizaine de jeunes ces dernières semaines,
- la mort de près de 600 manifestant.es,
- l'emprisonnement de plus de 22 000 personnes, dont de nombreux/euses syndicalistes et associatifs, (ainsi que deux syndicalistes français.es),
- la poursuite de la répression de femmes refusant de porter le voile islamique,

Nous protestons également contre la venue annoncée à la Conférence de l'OIT d'une délégation iranienne de 30 personnes, dont 7 désignées par le régime pour représenter les salarié.es.

Et cela alors que la République islamique d'Iran a refusé à ce jour de ratifier 58 conventions de l'OIT, dont celles concernant la liberté de constituer des syndicats, la protection du droit syndical et la négociation collective (Conventions 87 et 98).

Il est inadmissible que le pouvoir iranien agisse quotidiennement en contradiction avec les décisions prises par une institution dans laquelle il siège officiellement.

Et cela d'autant plus que l'Iran est par ailleurs signataire de deux traités internationaux protégeant notamment le droit de constituer des syndicats, de s'y affilier et de rencontrer des syndicalistes d'autres pays :

- Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP-ICCPR), article 22 ;
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC/ICESCR), article 8.

Le régime a néanmoins jeté en prison des centaines de personnes agissant dans le cadre de ces deux textes signés par l'Etat iranien.

**Vendredi 9 juin 2023, entre 11h et 15h
à Genève devant le siège de l'ONU**

Confédération française démocratique du travail (CFDT) - France,
Confédération générale du travail (CGT) - France,
Fédération syndicale unitaire (FSU) - France,
Union syndicale Solidaires - France,
Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) - France,
Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) - Suisse,
Syndicat des services publics, (SSP Genève) - Suisse.

Lettre ouverte Reza Shahabi, chauffeur de bus en Iran, et membre du Conseil d'administration du Syndicat des travailleurs/euses de la compagnie de bus de Téhéran et sa banlieue (VAHED)

Message aux syndicalistes indépendant.es des gouvernements et des employeurs, présent.es à la conférence 2023 de l'Organisation internationale du travail

1 juin 2023

Je vous salue chaleureusement

Je suis Reza Shahabi, chauffeur de bus en Iran, et membre du Conseil d'administration du Syndicat des travailleurs/euses de la compagnie de bus de Téhéran et sa banlieue (VAHED). Je vous adresse mes salutations de derrière les murs et les barreaux de la prison d'Evin.

Depuis 2004, c'est-à-dire depuis la reprise d'activité de notre syndicat, mes collègues et moi-même avons été arrêté.es, licencié.es, emprisonné.es et torturé.es à de nombreuses reprises. De 2010 à 2017, je suis allé en prison pour avoir revendiqué des droits, et lutté pour une vie humaine et digne. Et cela, suite à des accusations mensongères. En prison, j'ai subi une opération au cou et au dos, à cause des coups et de la torture.

En mai 2022, la répression s'est abattue contre des militant.es en raison de :

- leurs activités syndicales,
- leur lutte pour les droits des salarié.es,
- leurs protestations contre le niveau misérable des salaires, ainsi que pour l'accès des salarié.es aux moyens de subsistance, au logement, aux soins de santé, à l'enseignement ...
- des rencontres et échanges de vues après la fête internationale du travail de 2022, entre d'une part deux syndicalistes enseignants français.es, et d'autre part des iranien.es (syndicalistes, retraité.es, écrivain.es, femmes, étudiant.es ...).

Comme par le passé, nous avons dû faire face à des faux témoignages, ainsi que d'accusations fictives et mensongères.

Actuellement des militant.es sont soit en prison, soit en attente de condamnation :

- Reza Shahabi, Dawood Razavi, Hassan Saeedi du Syndicat des travailleurs/euses de la compagnie de bus de Téhéran et sa banlieue,
- Keyvan Mohtadi et Anisha Asdolahi, enseignant.es d'anglais et traducteur/trices du Syndicat du syndicat VAHED,
- Reyhane Ansarinejad, militante syndicale,
- Jaleh Roohzad, enseignante militante à la retraite,
- Rasool Bodaghi, Jafar Ebrahimi, Mohammad Habibi, Masoud Nikkhah, Eskander Lotfi, Sha'ban Mohammadi, membres de syndicats de l'enseignement,
- ainsi qu'un certain nombre de sympathisant.es et d'enfants de salarié.es.

De plus, alors que nous sommes en prison depuis plus d'un an, de nouvelles accusations ont été portées contre Hassan Saeidi, Keyvan Mohtadi et moi-même le 29 mai 2023.

Camarades et cher.es collègues,

Depuis sa mise en place, le régime au pouvoir dans notre pays a eu recours à une répression ouverte et brutale contre l'ensemble du monde du travail.

Sa première mesure envers celui-ci a été de supprimer de la législation les notions de syndicat et d'organisation syndicale indépendante. Il les a remplacés par des organisations inféodées à

l'Etat telles que la Maison des Travailleurs, le Conseil islamique du Travail, et l'Assemblée des Représentant.es des Travailleurs/euses.

Tous ces organismes opèrent sous la supervision et la direction du gouvernement. Ils agissent comme une police secrète au sein des usines et les ateliers, et font en sorte que les protestations des travailleurs/euses ne soient pas entendues.

Ils identifient les travailleurs/euses qui manifestent et les signalent aux forces de sécurité ou à la direction. Par exemple en province, dans le secteur des autobus, les Conseils du travail islamiques ont dénoncé aux institutions régionales sécuritaires les chauffeurs participant à des manifestations.

Sur ordre des forces de sécurité, ils dénoncent également, aux soi-disant "Comités de Discipline du Travail", les travailleurs/euses protestataire revendiquant leurs droits et qui manifestent. Ces salarié.es sont ensuite congédié.es sur ordre des autorités sécuritaires, comme chez nous à la Compagnie de bus de Téhéran et sa banlieue.

Nous faisons nous-mêmes partie des travailleurs/euses ainsi licencié.es. Nous avons été licencié.es, arrêté.es et emprisonné.es par les forces de sécurité. D'une part pour avoir organisé un syndicat indépendant, conformément aux conventions 87 et 98 de l'OIT. D'autre part en raison de nos revendications pour une vie juste, la mise en œuvre des nouvelles classifications et grilles de salaires, une juste reconnaissance de la pénibilité des postes de travail, etc. Nous avons été licencié.es sur la base de rapports mensongers de membres du Conseil Islamique du Travail et de la Maison des travailleurs. Et maintenant nous sommes à nouveau emprisonné.es pour les mêmes raisons.

Cher.es ami.es,

De soi-disant syndicalistes iranien.nes assistent également à votre conférence. Ils/elles ne sont pas les représentant.es légitimes des travailleurs/euses d'Iran. Ils/elles n'ont en effet pas été choisies dans le cadre d'un processus démocratique sans ingérence des forces de sécurité et des employeurs, mais sous la crainte d'être licencié.es par la direction. Ces personnes n'ont pas été élues, ou alors ce vote était fictif.

Ces soi-disant syndicalistes font tout ce que l'employeur et le gouvernement leur demandent. Et cela uniquement dans leur propre intérêt et pour profiter de privilèges et de facilités mises à leur disposition par le pouvoir.

Ils/elles n'ont jamais été du côté des travailleurs/euses, au contraire, ils/elles ont agi en permanence contre leurs intérêts. Ce n'est un secret pour personne qu'ils/elles sont un instrument entre les mains des employeurs et de l'appareil de sécurité du gouvernement. Ils/elles constituent une « machine à signature » pour confirmer les licenciements et justifier des procédures judiciaires répressives contre les militant.es de la classe ouvrière. La douleur des travailleurs/euses d'Iran est grande et dépasse l'entendement.

Chers collègues, notre message final, est le suivant :

Le pouvoir iranien signe des conventions et pactes internationaux de l'OIT, y compris des conventions fondamentales qui lient tous les États membres.

Non seulement il ne les applique pas, mais il met en place des conditions plus dures et plus inhumaines pour l'ensemble des salarié.es, hommes et femmes, dans tous les ateliers, écoles, hôpitaux, sociétés d'intérim et entreprises du secteur privé.

De plus, la politique spéculative et rentière du pouvoir a créé une inflation galopante entraînant un faible pouvoir d'achat des salarié.es. Et même lorsqu'il/elle a un emploi, le/la salarié.e ne peut pas payer certaines dépenses mensuelles telles que son loyer. De plus, en cas de protestation, la peur d'être licencié.e, emprisonné.e et fouetté.e s'ajoute à ces conditions inhumaines.

Non seulement les travailleurs/euses n'ont pas voix au chapitre dans les sommets mondiaux concernant le salariat, mais ils/constatent que des positions importantes dans ces institutions sont occupées par les responsables mêmes de leur vie misérable.

Le pouvoir n'autorise pas la formation de syndicats et d'organisations indépendantes. Il fait du droit de grève un crime contre la sécurité d'Etat. Il n'autorise pas l'élection de représentant.es des salarié.es dans un cadre démocratique. Chaque fois que la voix de la protestation ouvrière s'élève, il répond par des licenciements, des emprisonnements, le fouet et la torture.

Ce même appareil sécuritaire envoie ses propres représentant.es, étiquetté.es comme syndicalistes, dans les forums internationaux, y compris les réunions de l'OIT.

Est-il possible pour la même personne de rester secrétaire général de la "Maison des travailleurs" pendant près de trois décennies, et en même temps d'être député pendant 6 mandats. Et cela alors que l'existence de filtres électoraux rigides et sélectifs est connu de tous/toutes ? Et pendant tout ce temps, le Parlement a pris d'innombrables décisions contre les travailleurs/euses.

Qu'en est-il des membres de la Maison des travailleurs et des Conseils islamiques qui ont joué un rôle direct dans la répression de l'assemblée générale du personnel de la compagnie d'autobus de Téhéran ?

Ils considèrent que servir le pouvoir constitue pour eux un honneur et un devoir. Mais comment est-il possible de prétendre qu'ils/elles peuvent être simultanément représentant.es des travailleurs/euses d'Iran ? Comment peut-on faire confiance à ces personnes qui auraient été pressentie.es pour être élu.es au Conseil d'Administration de l'OIT, ses comités ou groupes de travail ?

Je demande à chaque syndicaliste indépendant.e présent.e au sommet de l'OIT de prendre en compte les demandes des travailleurs/euses opprimé.es et démunis.es d'Iran, qui tentent de survivre dans des conditions inégalitaires avec des possibilités minimales pour agir.

Au cours de la période récente, le monde a clairement été témoin des événements dramatiques concernant l'oppression, l'exploitation et l'utilisation d'une violence infinie contre les travailleurs/euses, les jeunes, les femmes et les minorités de ce pays. Des accusations répétées ont été lancées contre nous, telles que celle d'atteinte à la sécurité de l'Etat ou d'autres accusations mensongères. Il n'est pas possible de laver les mains sanglantes de ces personnes.

Nous vous demandons de vous tenir aux côtés des travailleurs/euses d'Iran :

- De ne pas accepter la présence de ces agents de la sécurité d'Etat qui ont été envoyé.es à l'assemblée de l'OIT en tant que représentant.es des travailleurs/euses d'Iran et qui auraient été pressenties pour y occuper des places au sein du Conseil d'administration, ses comités ou groupes de travail,
- D'exiger leur départ,
- De demander également ouvertement la libération de toutes et tous les travailleurs/euses et syndicalistes emprisonné.es,
- D'exiger la pleine mise en œuvre des conventions de l'Organisation internationale du travail, notamment en ce qui concerne le droit de grève, d'organisation, de négociation collective et de liberté d'association.

En solidarité,

Reza Shahabi,

Prison d'Evin, Téhéran

Lettre ouverte à l'occasion de la Conférence annuelle de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), à Genève

Je suis un travailleur à la retraite qui a vécu toute sa vie dans la souffrance et le travail.

Comme des millions d'autres travailleurs/euses, ma vie et ma destinée ont été façonnés par l'oppression, l'exploitation et la pauvreté.

Pour gagner mon pain quotidien, j'ai travaillé en tant que salarié, en fournissant ma force de travail aux propriétaires de capitaux. C'est ainsi que j'ai compris au plus profond de moi, ce qu'étaient l'oppression, l'exploitation et l'esclavage.

Aujourd'hui, je parle en tant que travailleur retraité, retraité imposé. Un ouvrier qui lors des manifestations à la sucrerie Haft Tapeh luttait avec des milliers d'autres pour obtenir la satisfaction de nos revendications. Nous avons crié des slogans et sommes descendu.es dans les rues pour que nos voix puissent être entendues, et que nous puissions obtenir un minimum d'améliorations de notre situation.

Suite aux glorieuses protestations des travailleurs/euses de Haft Tapeh en 2008, nous avons pu fonder notre propre organisation syndicale indépendante et instaurer des élections libres.

En tant des délégué.es librement élu.es, les autres travailleurs/euses et moi-même avons assumé la responsabilité du Conseil d'administration du Syndicat des travailleurs de la canne à sucre de Haft Tapeh.

Mais le gouvernement iranien, grand défenseur des capitalistes, n'a pas pu le supporter et a commencé à nous attaquer. Machinations de nous diviser, menaces, tentatives d'intimidation, arrestation, emprisonnement en cellules d'isolement, et enfin licenciements.

C'est le sort de tous les travailleurs/euses qui veulent créer une organisation indépendante du régime et de l'employeur en Iran, sous le règne des défenseurs de l'oppression et de l'exploitation.

Le licenciement et l'emprisonnement a été mon sort et celui de l'ensemble des membres du syndicat des travailleurs/euses de la canne à sucre de Haft Tapeh. Cela a également été celui d'autres salarié.es élaborant des revendications et essayant de créer des organisations syndicales indépendantes.

La police et les institutions sécuritaires nous attaquaient avec de fausses accusations de troubles à l'ordre public, d'agissements contre la sécurité nationale, d'espionnage au profit de pays étrangers !

Il est intéressant de voir que ces derniers jours, plusieurs personnes ayant la double nationalité et ayant été accusées, jugées et condamnés pour espionnage, ont été libéré.ées et renvoyées par avion vers des pays étrangers, avec des fleurs à la main !

Par contre, des ouvriers bien connus comme Réza SHAHABI, Daoud RAZAVI et Hassan SAEEDI sont toujours en prison. Ils ont été arrêtés et condamnés sur la base d'accusations d'espionnage complètement fausses et sans fondement, au motif qu'ils avaient rencontré deux syndicalistes français.es. Leurs conditions de détention sont très mauvaises.

Nos camarades ont été arrêtés et emprisonnés sur la base d'accusations mensongères. Le crime de ces êtres chers n'a été que de créer et de promouvoir des organisations syndicales indépendantes, et de défendre les revendications piétinées des travailleurs/euses.

En Iran, les salarié.es n'ayant pas reçu leur salaire depuis plusieurs mois sont contraint.es de protester contre ce non-respect évident de leurs droits. Ils/elles sont alors souvent arrêté.es, et dans de nombreux cas condamné.es à une amende ou à des peines de fouet. Cela par exemple

été le cas de travailleurs de la mine d'or d'Aq Dareh, où seize d'entre eux ont été fouettés suite à une décision de justice.

Ce ne sont que quelques aspects d'une réalité plus vaste contre laquelle les travailleurs/euses iraniens luttent.

La pauvreté et les privations, l'exploitation, les discriminations et les inégalités, le chômage des travailleurs/euses d'Iran sont des secrets de Polichinelle.

Créer des organisations syndicales indépendantes en Iran est considéré comme interdit et constitue un crime, un crime impardonnable !

Le régime ne supporte pas d'entendre la voix des travailleurs/euses, et il étouffe toute organisation syndicale indépendante du régime.

Selon la procédure habituelle, participeront à la Conférence annuelle de l'OIT des personnes étiquetées comme représentant les salarié.es d'Iran. Leur accorder ce titre constitue un mensonge évident. Comme vous le savez, elles représentent en réalité le patronat et le gouvernement iraniens. Elles n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs/euses d'Iran.

La « Maison des travailleurs », les « Conseils islamiques du travail » et d'autres organisations créées, dirigée et contrôlées par le régime sont des antennes de la police et des services Sécurité sur le lieu de travail.

Leurs membres n'ont rien à voir avec les travailleurs/euses, car ce ne sont pas les salarié.es qui les choisissent. Dans le meilleur des cas, des élections ont lieu, mais les candidatures doivent être sélectionnées ou approuvées par des institutions répressives.

Les autres travailleurs/euses d'Iran et moi-même savent qu'ils/elles ne peuvent compter que sur leurs propres forces. Nous savons qu'il n'existe actuellement aucune organisation indépendante de travailleurs/euses ayant au niveau international la capacité de nous permettre de coopérer en tant que classe mondiale pour nos intérêts et contre les capitalistes.

J'ai jugé nécessaire de publier cette lettre ouverte à l'occasion de la Conférence annuelle de l'OIT, pour annoncer une fois de plus que les personnes qui participent à ce congrès avec le titre de représentant.es des travailleurs/euses d'Iran ne représentent pas les travailleurs/euses, mais le gouvernement anti-ouvrier, ainsi que les patrons et hommes d'affaires d'Iran.

Les vrais représentants des travailleurs/euses sont soit licencié.es de leur lieu de travail, soit en prison, soit font l'objet de poursuites par les tribunaux.

Si les véritables représentant.es des travailleurs/euses d'Iran étaient présent.es à ce congrès, ils/elles s'opposeraient certainement à la présence des représentant.es du régime iranien et protesteraient contre les actes répressifs de ce pouvoir.

Écoutez la voix de nos travailleurs/euses derrière les barreaux et dans la rue. Malgré l'atmosphère d'oppression et d'étouffement, la protestation persistante des retraité.es, des ouvrières et ouvriers, des infirmières, des enseignant.es, dans les différents secteurs du travail, de l'industrie et des services, se poursuit chaque jour en Iran.

Écoutez les voix des représentant.es des travailleurs/euses derrière les barreaux, les voix de Réza SHAHABI, d'Hassan SAEEDI et de Davood RAZAVI, membres du syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran et banlieue (VAHED), qui ont été emprisonnés pour le "crime" de création et de défense du syndicat indépendant,

Ecoutez ainsi la voix de Sepideh Quolyan, une jeune femme très courageuse, qui est en prison pour avoir défendu les droits des travailleurs/euses de Haft Tapeh, ainsi que les voix de milliers d'autres qui sont derrière les barreaux.

Écoutez les voix des étudiant.es, des journalistes, des défenseurs/euses de l'environnement, des minorités sexuelles et de genre, des nations opprimées, etc., dans la rue et derrière les barreaux.

Les personnes envoyées par le gouvernement de la République islamique d'Iran, qui ont été invitées à la Conférence annuelle de l'OIT sous le titre de représentant.es des travailleurs/euses, ne sont pas nos vrai.es représentant.es, ce sont des représentant.es du gouvernement et des patrons qui répondent à la voix de la protestation par des balles.

Vous avez sûrement entendu la voix du soulèvement de Gina avec le slogan du « Gén Gian Azadi », vous devez être au courant du meurtre de 500 personnes dans les rues, de l'arrestation de dizaines de milliers de personnes et de l'exécution quotidienne de prisonniers, des salaires très bas, de la pauvreté absolue. Vous savez tout cela.

Vous devez savoir que les envoyé.es du gouvernement islamique d'Iran à votre congrès ne sont pas des travailleurs/euses, au contraire, ce sont des personnages anti-ouvriers qui combattent les organisations syndicales indépendantes ainsi que la liberté. Et ils répriment toute forme de voix légitime des travailleurs/euses et des opprimé.es qui luttent pour leur libération.

Entendez nos voix derrière les barreaux et dans la rue !

Vive l'unité et la solidarité de la classe ouvrière contre les capitalistes !

Ali Nejati, ouvrier retraité du syndicat des travailleurs de la canne à sucre de Haft Tapeh

2 juin 2023

Iran

Open letter from Reza Shahabi ; member of the Board of Directors of the Syndicate of Workers of Tehran and Suburbs Bus Company (VAHED).

Message to trade unionists independent of governments and employers attending the International Labour Organization's 2023 Conference

June 1, 2023

Warm greetings,

I am Reza Shahabi, a bus driver in Iran, and a member of the Board of Directors of the Syndicate of Workers of Tehran and Suburbs Bus Company (VAHED). I send you my greetings from behind the walls and bars of Evin prison.

Since 2004, that is since the reopening of our Syndicate, my colleagues and I have been arrested, fired, imprisoned, and tortured many times.

From 2010 to 2017 because of:

- Our union activities
- Fighting in defence of workers' rights
- Our protests against the miserable level of wages, and for a better life such as for workers' access to means of subsistence, housing, healthcare, education...

... We were subjected to the most severe repressions with false accusations and sham legal cases. I personally was in prison during this time and there I underwent neck and back surgery due to beatings and torture.

After the 2022 International Workers' Day, because of our union meetings with our colleagues and meetings with other trade union activists including pensioners, writers, women, and students, as well as a meeting with two French teacher trade unionists in Tehran, we were arrested and, as in the past, we had to deal with false, fictitious and misleading accusations.

The following activists are either still in prison, or awaiting cruel sentences:

- Reza Shahabi, Davood Razavi, Hassan Saeidi of the Tehran and Suburbs Bus Workers' Syndicate,
- Keyvan Mohtadi and Anisha Asadollahi, English teachers and translators for the Tehran and Suburbs Bus Workers' Syndicate,
- Reyhane Ansarinejad, union activist,
- Zhaleh Roohzad, retired teacher-activist,
- Rasoul Bodaghi, Jafar Ebrahimi, Mohammad Habibi, Masoud Nikkhah, Eskander Lotfi, Sha'ban Mohammadi, members of Teachers' Trade Associations.

- As well as a number of sympathizers and children of workers. What's more, while being in jail for over a year now, new charges have been laid against Hassan Saeidi, Keyvan Mohtadi and myself on May 29, 2023.

Dear comrades and colleagues:

Since its inception, the ruling establishment in our country has resorted to open and brutal repression against the entire working class. Its first measure was to remove the protection of trade unions and other independent labour organizations from the law. They replaced them with state-sponsored organizations such as the Workers' House, the Islamic Labour Councils and the Assembly of Workers' Representatives. All of these organizations operate under the command and direction of the government. They act as secret police in factories and workplaces, ensuring that workers' protests go unheard. They identify protesting workers and report them to the security forces or to the management.

For example, in the Tehran Bus Company, the Islamic labour councils identified and reported the protesting drivers to the company's security and the security council of the province, and on the orders of the security forces, they fired the right-seeking and protesting workers in fake meetings of the "Labour Discipline Committee". We were among the dismissed workers.

We were dismissed, arrested and imprisoned by the security forces for having organized an independent trade union, in accordance with ILO conventions 87 and 98, and because of our demands for a just life, the implementation of new classifications and pay scales, fair recognition of the arduous nature of our jobs, and so on. We were dismissed on the basis of false reports from members of the Islamic Labour Council and the Workers' House. And now we are imprisoned again for the same reasons.

Dear friends,

These so-called Iranian trade unionists are attending the International Labour Conference once again. They are not the legitimate representatives of the workers of Iran. They were not chosen through a democratic process free from interference by the security forces and employers.

These so-called trade unionists do whatever the employer and the government ask of them. And they do so solely in their own interests, to take advantage of the privileges and facilities made available to them by those in power.

They have never been on the side of the workers; on the contrary, they have constantly acted against their interests. It's no secret that they are an instrument in the hands of employers and the government's security apparatus. They are a "signature machine" to sanction dismissals of workers and justify repressive legal proceedings against working-class activists. Nonetheless, the pain of the workers in

Iran is great and beyond many people's patience. Our concluding message to you, our esteemed colleagues, is:

The Iranian government has signed up to the ILO international conventions and covenants, and by virtue of their ILO membership this includes the Declaration on Fundamental Principles and Right at Work. Not only does the Iranian government fail to apply these conventions, it is also setting up harsher and more inhumane conditions for all employees, men and women alike, in all workshops, schools, hospitals, temporary employment agencies and public and private sector companies.

What's more, the government's speculative and rentier policy has created galloping inflation, resulting in low purchasing power for workers. And even when they have a job, wage labourers are unable to pay for certain monthly expenses, such as housing rent. The fear of dismissal, imprisonment and whipping, in case of protesting, adds to these inhumane conditions.

Not only do workers of Iran have no voice in world summits like ILO conferences, they also find that important positions in these institutions are held by the very people responsible for their misery.

The Iranian authorities do not allow the formation of trade unions and independent organizations. They have made the right to strike a crime against state security. It does not allow the election of workers' representatives within a democratic framework. Every time the voices of workers are raised through protests, the authorities respond with dismissal, imprisonment, whipping and torture. This same security apparatus sends its own representatives, labelled as workers' delegates, to international forums, including ILO meetings.

Is it possible for the same person to remain the General Secretary of the "Workers' House" for almost three decades, and at the same time being a member of parliament for 6 terms? And after all this while the existence of rigid and selective electoral filters is common knowledge. And all this time, the Parliament has taken countless decisions against workers.

What about the members of the Workers' House and Islamic Labour Councils who played a direct role in the repression of the general assembly of Tehran bus company's workers? They consider it their honour and duty to serve those in power. But how is it possible to claim that they can simultaneously represent the workers of Iran? How can we trust these people who could potentially even be considered for election to the ILO Governing Body, its committees or the working groups?

I urge all independent trade union representatives at the ILO Conference to take the demands of the oppressed and deprived workers of Iran, who are trying to survive in unequal conditions with minimal possibilities for actions, into their consideration.

In recent times, the world has clearly witnessed dramatic events concerning the oppression, exploitation and use of endless violence against workers, young people,

women and minorities in this country. Repeated accusations have been levelled against us, such as that of undermining state security and other false accusations. However, it is not possible to wash the bloody hands of these people.

We ask you to stand by the workers of Iran:

- Do not accept these security agents, who have been sent to the International Labour Organization's Conference as representatives of Iranian workers, in the Governing Body of the ILO or in any committees or working groups in the ILO.
- Demand their rejection.
- Openly call for the release of all imprisoned workers and trade unionists in Iran.
- Demand full implementation of International Labour Organization conventions in Iran, notably those concerning the right to strike, to organize, to bargain collectively and to freedom of association.

In solidarity,

Reza Shahabi,

Evin Prison, Tehran

June 2, 2023

On 9th June 2023 protest at Palace des Nations, Geneva

The 111th annual conference of the International Labour Organization with the participation of the Islamic Republic of Iran (IRI)'s delegation is being held. Meanwhile, workers of Iran have been denied their fundamental rights, including freedom of association and the right to organise as well as the right to collective bargaining, enshrined in the ILO Convention 87 and 98. For more than four decades, whenever Iranian workers and labour activists have tried to establish their own organizations or to protest against the existing working conditions, they have been sacked, arrested, imprisoned and tortured. At present tens of members of independent labour organizations, teachers and other labour activists are in prisons for the "crime" of creating independent organizations or for protesting absolute lawlessness, poverty and wage slavery.

Under such circumstances, the Islamic Republic has been permitted once again to send representatives of its government-affiliated organizations to act as representatives of Iranian workers to the ILO annual conference. We, along with independent labour organizations and labour activists in Iran who have publicly protested against the presence of the IRI at the ILO annual conference, announce that the labour delegation of IRI is made up of the leaders of government-affiliated labour organizations and do not represent Iranian workers in any way. The acceptance of a group affiliated with the regime who are party to the violation of the basic rights of Iranian workers is shameful and offensive to the working class in Iran.

High unemployment, homelessness, job insecurity, imposition of all kinds of discriminations and a minimum wage many times below the poverty line, have made life unbearable for the majority of working people in Iran. At the same time, every protest against these inhumane conditions by workers have been met with violent and bloody repression by the Islamic Republic. During the "Woman Life Freedom" revolutionary movement, hundreds of protestors have been killed by government security forces, many injured, including losing their eyes. Currently, while thousands of protesters are still in prison, the Islamic regime has resorted to mass executions to create fear and panic in the society. Not a week goes by without several people being hung in the early morning.

Continued suppression of labour activists and independent Labour organizations has been a permanent tool for employers to keep wages low, to impose temporary and blank contracts and generally to impose poverty and misery on workers.

Iranian workers have been demanding and fighting for their basic rights, including to establish free and independent organizations, the right to strike, protest and for job security, equal pay and opportunities and against gender, national and religious discriminations. Because of this, hundreds of workers have been imprisoned by the regime during recent years.

While supporting the above-mentioned demands of Iranian workers we loudly announce that:

- The Iranian labour delegation present at ILO annual conference is affiliated to the government and does not represent Iranian workers. We demand this government affiliated group be expelled from the International Labour Organization.

- We demand the unconditional and immediate release of workers, teachers, and all political prisoners in Iran.

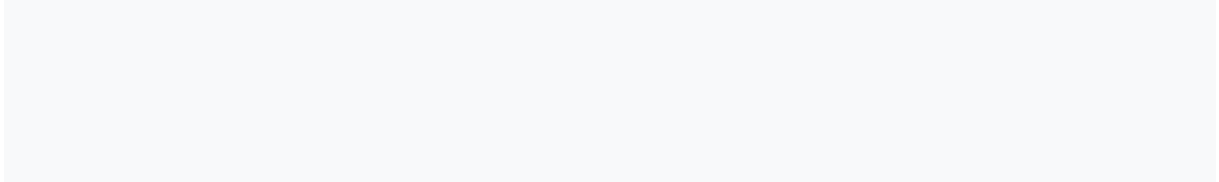
- 3- Execution is an premeditated crime committed by the regime. We demand the immediate abolition of the death penalty. We call on all labour unions, human rights defenders and

progressive organizations to strongly condemn and protest against the wave of executions in Iran.

We send thanks to all present, including the speakers and the labour unions that backed and actively participated in this rally.

Long live international workers solidarity!

Organizing Committee for 9th June protest in Geneva
June 9, 2023





Independent representatives of the workers in prison and anti-labour representatives at the ILO annual meeting:

The Solidarity with the Iranian Workers' Movement Committee and the International Federation of Iraqi Refugees support the 9th of June protest at the Place des Nations, Geneva.

We oppose the presence of suppressors of the labour movement and regime-made labour organizations at the ILO annual meeting.

We call on the International Labour Organisation (ILO) to condemn the continuous brutality of the Iranian authorities against trade union activists, executing political prisoners, and call for the dismissal of representatives from the regime from the coordinating committee of ILO.

There are people from Iran attending the ILO conference claiming to be workers' representatives, whose hands are directly covered with the blood of Iranian people. This is happening while the true representatives of the workers are being imprisoned in the Islamic Regime of Iran's prisons.

The arrests of Iranian trade unionists are a desperate attempt by the regime to silence their demands and recast public outrage as being externally manufactured. The workers of Iran and their brothers and sisters around the world are aware of the truth and call for their immediate release!

IRI has been Violating ILO conventions C087 "Freedom of Association and Protection of the Right to Organize" and C098 "Right to Organize and Collective Bargaining". Exclusion of workers from labour protections, the dismantling of independent unions, and prosecuting and sentencing of workers participating in strikes are just a few examples of the violation of ILO conventions.

We stand by the workers in Iran and urge trade unions worldwide to support the Iranian workers' movement; demand the immediate and unconditional release of imprisoned workers' representatives; dismissal of IRI from the ILO coordinating committee and stop the execution of political prisoners.

Long live international solidarity

Solidarity with the Iranian Workers' Movement Committee-SWIW
International Federation of Iraqi Refugees-IFIR

solidarity.iranian.workers@gmail.com

<https://www.swiw.org/>

6 June 2023

Background:

Solidarity with the Iranian Workers' Movement Committee

Chaired by John McDonnell MP, the committee aims to provide briefings and information on the people's struggle in Iran, mobilise support and solidarity with the revolutionary uprising, condemn rights violations and executions, and facilitate direct links between workers' organisations in the UK and Iran. The committee is comprised of politicians, trade unions, labour organisations, women's rights and refugee rights organisation representatives, writers and activists.

Email: Solidarity.iranian.workers@gmail.com

Nachricht an die anwesenden Vertreter unabhängiger Gewerkschaften auf der Konferenz der Internationalen Arbeitsorganisation 2023

Liebe Anwesende, Liebe GenossInnen,

Ich bin Reza Shahabi, ein Busfahrer und Mitglied des Vorstands der Gewerkschaft der Teheraner Busgesellschaft ("Sandika Sherkat Vahed"). Ich grüße euch, die Vertreter von Staat und Arbeitsgebern unabhängigen Arbeiterorganisationen, auf dieser Konferenz solidarisch. Ich grüße euch aus dem Evin-Gefängnis, wo ich hinter Mauern und Gittern sitze.

Seit 2004, also seit der Gründung unserer Gewerkschaft, wurden meine Kollegen und ich wiederholt von der Arbeit entlassen, verhaftet, eingesperrt und gefoltert. Von 2010 bis 2017 saß ich selber aufgrund der Forderung nach Gerechtigkeit und des Kampfes für ein menschenwürdiges und ehrenhaftes Leben, auf Grundlage falscher Anschuldigungen und Vorwürfen, im Gefängnis. Während dieser Haftzeit musste ich mich aufgrund von Schlägen und Folter einer Nacken- und Rückenoperation unterziehen.

Seit dem 1. Mai 2022 sind wir wieder entweder erneut im Gefängnis oder warten auf die Verkündung grausamer Verurteilungen und zwar aufgrund gewerkschaftlicher Aktivitäten, der Forderung nach Rechten, wegen unseres Protests gegen die miserablen Löhne, die Lebensbedingungen, die Wohnverhältnisse, die Missachtung der Gesundheit und die Vernachlässigung der Fortbildung der Arbeiter sowie aufgrund der Kontaktaufnahme und gemeinsamer Besprechungen mit den Fahrerkollegen und den Mitgliedern anderer Gewerkschaften, darunter mit zwei Mitgliedern der französischen Lehrgewerkschaft sowie Aktivisten der iranischen Gewerkschaften von Lehrern, Rentnern, Schriftstellern, Frauen und Studenten. Wir wurden, wie in der Vergangenheit, mit falschen Vorwürfen und erfundenen Unterlagen konfrontiert. Mit "wir" meine ich

- Reza Shahabi, Dawood Razavi und Hassan Saeedi von der Gewerkschaft der Arbeiter der Teheraner Busgesellschaft "Sandika Sherkat Vahed",
- Keyvan Mohtadi und Anisha Asadollahi, Englischlehrer und Übersetzer der Arbeiter der Teheraner Busgesellschaft "Sandika Sherkat Vahed".
- Reyhane Ansarinejad, Arbeiteraktivistin,
- Jale Ruhzad, pensionierte Lehreraktivistin,
- Rasoul Bodaghi, Jafar Ebrahimi, Mohammad Habibi, Masoud Nikkhah, Eskander Lotfi und Sha'ban Mohammadi, Mitglieder der Lehrgewerkschaften
- sowie eine Reihe von Unterstützern und Kindern von Arbeitern

Liebe Genossen,

das Herrschaftssystem in unserem Land ist seit seiner Gründung mit dem Schwert gegen alle Arbeiter und Lohnabhängigen vorgegangen. Von Anfang an hat es die unabhängigen Gewerkschaften und Arbeiterorganisationen als illegal erklärt, sie drangsaliert und versucht, sie durch staatliche, angeordnete und nicht gewählte Organisationen zu ersetzen. Diese Organisationen (wie das sogenannte "Arbeiterhaus", der Islamische "Arbeitsrat" und die Versammlung der "Arbeitnehmervertreter") operieren alle unter der Aufsicht und Führung des Staates. Sie fungieren wie die Geheimpolizei in den Fabriken und Werkstätten und unterdrücken die Proteststimmen der Werktätigen. Sie identifizieren die protestierenden Arbeiter, um sie bei den Sicherheitskräften oder dem Management zu melden. Ein Beispiel: die islamischen Arbeitsräte der Teheraner Busgesellschaft haben die protestierenden Fahrer identifiziert und den sogenannten Sicherheitskräften und dem "Versorgungsrat" der Provinz gemeldet. Auf Befehl der Sicherheitskräfte entließen sie die

protestierenden und aktiven Arbeiter in den Sitzungen des selbsternannten "Ausschusses für Arbeitsdisziplin". Wir gehören selber zu dieser Gruppe der Entlassenen. Wir wurden entlassen, festgenommen und inhaftiert, und zwar wegen der Gründung einer Gewerkschaft auf der Grundlage der Vereinbarungen 98/87 der Internationalen Arbeitsorganisation sowie aufgrund der Forderung eines fairen Lebens und der Gerechtigkeit sowie der Umsetzung der adäquaten Klassifizierung von harten und gefährlichen Arbeitsplätzen usw. Das geschah anhand von falschen Berichten einiger Mitglieder des Islamischen "Arbeitsrats" und des sogenannten "Arbeiterhauses" und wir sitzen zurzeit aus den gleichen Gründen nach wie vor im Gefängnis. Darüber hinaus wurden Hassan Saeidi, Keyvan Mohtadi und ich am 29. Mai 2023 erneut angeklagt, obwohl wir bereits seit über einem Jahr im Gefängnis sitzen.

Liebe Freunde,

an eurem Treffen in Genf nehmen auch Scheinvertreter der Arbeitnehmer aus dem Iran teil. Sie sind keine wahren Vertreter der iranischen Arbeitnehmer, weil sie nicht in einem demokratischen Verfahren und ohne Zwang und Angst vor Entlassungen durch das Management, die Sicherheitskräfte und den Arbeitgeber gewählt wurden. Diese Leute, die (wenn überhaupt) per Scheinabstimmungen ernannt worden sind, sagen und tun als Marionetten des Regimes alles, was das Regime verlangt und denken nur an ihre persönlichen Interessen und Privilegien und an ihre Beteiligung an staatlichen Renten. Sie standen noch nie auf der Seite der Arbeiter, im Gegenteil, sie sind in allen entscheidenden Situationen gegen die Arbeiter vorgegangen. Es ist kein Geheimnis, dass sie ein Werkzeug in den Händen der Arbeitgeber und des Sicherheitsapparats des Staates sind. Sie sind eine Signaturmaschine zur Bestätigung der Entlassungen von Arbeitern und ein Deckmantel für alle Repressalien gegen die Arbeiterklasse.

Das Leiden der Arbeiter im Iran ist groß. Es in allen Facetten darzulegen, würde den Rahmen dieses Briefes sprengen. Wir wollen euch, unseren Kolleginnen und Kollegen, letztendlich folgendes mitteilen:

Es geht um ein Land, das die internationalen Konventionen und Vereinbarungen der Weltarbeitsorganisation, einschließlich der grundlegenden Arbeitskonventionen, die für alle Mitgliedsstaaten verbindlich sind, unterzeichnet, diese aber in keiner Weise umsetzt, sondern im Gegenteil die Situation verschärft durch harte und unmenschliche Bedingungen für alle Arbeiter und Lohnempfänger, sowohl Männer als auch Frauen, in allen Werkstätten und Krankenhäusern sowie Vertrags- und Privatunternehmen.

Darüber hinaus hat die hohe Inflation, die durch Spekulations- und Rentenpolitik verursacht worden ist, die Kaufkraft der Arbeitnehmer so geschwächt, dass selbst bei einer Vollzeitbeschäftigung die arbeitende Bevölkerung nicht einmal einen Teil der Lebenskosten (wie z. B. die Wohnungsmiete) abdecken kann. Aus Angst vor Entlassung und Verhaftung sehen sich die Arbeiter gezwungen diese unmenschlichen Bedingungen zu ertragen. Die Arbeiter haben keine eigene Stimme bei den in ihrem Namen abgehaltenen internationalen Konferenzen und sehen, wie diese Institutionen von den Verursachern ihres prekären Lebens besetzt werden.

Es geht um ein Land, das die Bildung von freien und unabhängigen Gewerkschaften nicht duldet, das Streikrecht der Arbeitnehmer zu einem Sicherheitsverbrechen umdeutet, das die Wahl von Arbeitnehmervertretern in einem demokratischen Prozess nicht zulässt und das mit Entlassung, Inhaftierung, Auspeitschen und Folter reagiert, wenn die Arbeiter ihre Stimmen erheben. Der Sicherheitsapparat dieses Landes schickt seine ernannten und beauftragten Vertreter als "unabhängige" Arbeitnehmervertreter zu internationalen Foren, einschließlich zum Treffen der

Internationalen Arbeitsorganisation. Wie ist es möglich, dass eine Person fast drei Jahrzehnte lang Generalsekretär des „Hauses der Arbeiter“¹ bleibt und gleichzeitig sechs Legislaturperioden lang Mitglied des "Parlaments" des Staates ist, dessen strenge Filter im Zugang zu den Wahlen jedem bekannt sind? Und in dieser Zeit wurden unzählige Entscheidungen gegen die Arbeiter getroffen. Wie kommt es dazu, dass die Mitglieder des "Arbeiterhauses" und der Islamischen "Arbeitsräte" auf der einen Seite direkt eine Rolle bei der Unterdrückung der Generalversammlung der Arbeiter der Busgesellschaft "Sandika Sherkat Vahed" spielen und auf diesen Dienst gegenüber dem Staates sogar stolz sind, sich aber dennoch als gewählte Vertreter der Arbeiterschaft darstellen? Wie kann man diesen Leuten so viel Vertrauen schenken, dass sie sogar für höhere Positionen in der Internationalen Arbeitsorganisation nominiert werden?

Ich bitte alle angesehenen Arbeitnehmervertreterinnen und -vertreter auf der Konferenz der Internationalen Arbeitsorganisation, den Forderungen der unterdrückten Arbeiter Irans ihre Aufmerksamkeit zu schenken, die versuchen, unter ungleichen Bedingungen und mit minimalen Möglichkeiten zu überleben. Die Welt kennt die unsäglichen Ereignisse, die Unterdrückung und Ausbeutung sowie die unendliche Gewalt gegen die Arbeiter, Jugendlichen, Frauen und Minderheiten dieses Landes. Die wiederholten Vorwürfe und Anschuldigungen der Sicherheitskräfte oder andere Ausreden können längst nicht mehr die Verbrechen dieser Herren verdecken. Wir bitten Sie alle, den Arbeitern des Iran zur Seite zu stehen und diese Sicherheitsbeamten, die als "Vertreter" der iranischen Arbeiter zur Internationalen Arbeitsorganisation geschickt worden sind, abzulehnen und sie weder im Vorstand der Internationalen Arbeitsorganisation noch in den Arbeitsausschüssen usw. zu akzeptieren. Fordert ihre sofortige Entlassung. Fordert die Freilassung aller inhaftierten Arbeiter und Gewerkschaftler und fordert die vollständige Umsetzung der Vereinbarungen der Internationalen Arbeitsorganisation, insbesondere Vereinigungsfreiheit und das Recht auf Kollektivverhandlungen im Iran.

Mit solidarischen Grüßen,

Reza Shahabi, aus dem Evin-Gefängnis in Teheran

¹ Eine islamische Organisation, die von dem islamischen Regime gegen das Interesse der Arbeiterklasse und für Islamisierung der Gewerkschaften gegründet wurde. (Übersetzer)

Solidarity with the workers of Iran on the 111th Annual Conference of the International Labour Organization

We, Danish labour organisations, support the workers of Iran who are fighting for their fundamental rights, including “freedom of association and protection of the right to organise” and “right to organise and collective bargaining” which is enshrined in the International Labour Organization’s convention 87 and 98.

In general, almost none of the conventions of the International Labour Organization can be mentioned that the Islamic regime of Iran has not systematically and daily violated. Despite that the violation of the most basic rights of Iranian workers has been documented in the annual reports of the ILO itself and that many labour activists are currently in jail, and that the Iranian regime daily suppresses labour strikes and protests, and beats, arrests and threatens hundreds of workers even before they decide to strike or protest, the ILO has not taken appropriate action against the regime.

We believe that the Iranian workers should be able to have their real representatives present at the ILO’s annual conferences. Currently, the ILO has accepted a group affiliated with the regime who are party to the violation of the basic rights of Iranian workers, and the voices of workers, labour activists and independent labour organizations of Iran are absent in the ILO. The Iranian regime affiliated labour delegation is not the representative of the Iranian workers!

We support the rally on 9 June 2023 to represent the voice of Iranian workers, and to protest the presence of delegations of the Islamic Republic of Iran in the ILO conference and to demand for the release of imprisoned workers and teachers and a halt to the widespread execution of protesters in Iran.

The United Federation of Danish Workers (3F)

Danish Nurses Organization (DNO)

Danish Association of Social Workers

FOA- Denmark

The National Organization of Social Education (IFS), Denmark

DM- Danish Association of Masters and phds



Dansk Socialrådgiverforening



FOA



Urgent measures are necessary in defence of Iranian workers.

Over the past hundred years, the workers of Iran have fought a struggle to get their rights, moment by moment. But today, along with the poor, millions of others live below the poverty line. They are deprived of their independent labour organisations, they do not have the right to organise and strike, and they are deprived of holding the International Labour Day ceremony on the first of May.

This broad class includes workers, teachers, retirees, nurses, drivers, and all service employees. The spread of poverty and deprivation and that a large part of Iranian people is living below the poverty line, on the one hand and the spread of corruption and bribery in the administrative system, on the other hand, have led to the spread of protests and strikes by workers, teacher, retirees, and the working classes of Iran.

The Islamic Republic's response to these conditions has been intensification of political and security repressions, prison, torture, executions, and the use of medieval punishment methods such as whipping protesters and issuing extra-legal and arbitrary sentences by the courts of Islamic Revolution without any access to a defence lawyer. However, not only the extent of these protests has not decreased, but its intensity has also increased day by day.

The Swedish Trade Union Platform for Iran hereby request the international Labour Organization, The Federation of Trade Unions ITUC, as well as the UN Special Rapporteurs on the situation of human Rights in Iran, to investigate and deal with the very uncertain conditions of the striking workers, imprisoned labour, civil and political activists as soon as possible and take the necessary measures to force the Islamic Republic of Iran to comply with and guarantee Conventions 87, 98, including sending representatives to Iran.

The Islamic Republic of Iran has become more determined in intensifying its policy of intimidations, suppression, imprisonment, and death sentences. We believe that our continuing support is necessary, but it is not adequate and enough respond to the current and difficult conditions which the working class and people living in Iran.

Swedish Trade Unions platform for Iran believe that isolating and limiting the Islamic Republic of Iran in the International Labour Organisation (ILO) can be achieved through the Iranian workers' own independent organizations with the help and solidarity of the trade unions member in ITUC.

The Women Life Freedom movement and the recent initiative of workers, teachers, retirees, and civil activists whom they called **Charter of Minimum Demands**, clearly say that “we workers do not accept the anti- labour Supreme Council decision and do not allow them to decide about the level our salary and conditions of workers without their direct participation. It is up to us, working people to decide.

Our experience indicates that there are in fact no Trade Union rights for free and independent Trade Union movement in Iran and it has been further accelerated in recent years.

For real and practical confrontation against the Islamic regime in Iran, we must organize wider international movements and protests. The Swedish Trade Unions platform has put certain plans on its agenda and hopes that the other trade unions organizations will share our thoughts and way of thinking.

The Swedish Trade Unions Platform-Iran strongly condemn the Islamic Republic repression against his own people and call on to:

- **Unconditionally and immediate release of all charges against labourers, teachers, retirees, journalists, and civil activists.**
- **Stop the harassment, threat and repression and unlawful imprisonment of the workers, teachers, and civil activists in Iran.**
- **The Core of ILO Convention 87 on recognition of the right to assemble and form independent free labour organisations and unions and ILO Convention 98 the right to organise and collective bargaining.**
- **Payment of arrears of wages by the employer and guaranteeing its payment by the government.**

The Swedish Trade Union Plattform-Iran

2 June 2023

Stockholm

در دفاع از کارگران ایران اقدامات اضطراری ضروری است

کارگران ایران نیز طی صد سال گذشته به مبارزه ای بس برای بدست آوردن حقوق خود لحظه به لحظه و وجب به وجب جنگیده اند. اما امروز همراه تهیدستان میلیونی دیگر در زیر خط فقر زندگی می کنند. از تشکل های کارگری مستقل خود محروم اند، حق تشکل و حق اعتصاب ندارند و حتی از برگزاری مراسم روز جهانی کارگر اول ماه مه محروم هستند. این طبقه وسیع شامل کارگران و معلمان و بازنشستگان پرستاران، و رانندگان و همه کارکنان بخش خدمات و غیره است. گسترش فقر و تنگدستی و زیر خط فقر قرار گرفتن بخش وسیعی از مردم ایران از یک طرف و گسترش فساد مالی و رشوه خواری در سیستم اداری از طرف دیگر موجب ضایعات و اعتصابات کارگری، معلمان، بازنشستگان، و اقشار زحمتکش ایران شده است

پاسخ جمهوری اسلامی به این شرایط تشدید سرکوب های سیاسی و امنیتی، زندان، شکنجه، اعدام و بکارگیری روشهای جزایی قرون وسطایی مثل شلاق زدن معترضین و صدور احکام فراقانونی و دلبخواهی توسط دادگاه های انقلاب اسلامی و بدون هرگونه دسترسی محکومین به وکیل مدافع بوده است. با این همه نه تنها وسعت این اعتراضات کاهش نیافته است بلکه روز به روز بر شدت آن افزوده نیز شده است

خواست مشترک و اصلی بسیاری از اعتراضات و اعتصابات های کارگری اعتراض به عدم پرداخت دستمزد چند ماه کارگران اعتراض، علیه خصوصی سازی ها، عدم پرداخت مزایای مختلف از جمله حق طبقه بندی شغلی، لغو قراردادهای موقت، بهبود شرایط کار و افزایش دستمزد ها بوده است می باشد

- پلاتفرم سندیکاهای کارگری سوئد بدین وسیله از سازمان جهانی کار، فدراسیون جهانی اتحادیه های کارگری و همچنین از گزارشگر ویژه سازمان ملل در رابطه با وضعیت حقوق بشر در ایران می خواهد که در اسرع وقت جهت بررسی و رسیدگی به این شرایط بسیار نگران کننده کارگران پنده ای به ایران، نمای

جمهوری اسلامی ایران بیش از پیش در سرکوب فعالین کارگری و مدنی مصمم تر شده است و بر سیاست اربعاب، سرکوب و زندان خود شدت بخشیده است. در مقابل تصمیم جمهوری اسلامی بر تداوم و شدت یابی سرکوب ها اعلام موضع و دادن اطلاعیه های حمایتی از طرف تشکل ها و اتحادیه های کارگری اگرچه ضروری است اما کفایت نمی کند

پلاتفرم سندیکاهای کارگری سوئد-ایران قبلاً نیز بکرات متذکر شده بودیم که ایزوله کردن و محدود کردن نقش رژیم در سازمان جهانی کار از طریق تشکیلات مستقل خود کارگران با کمک و همبستگی با سایر سندیکاهای کارگری کشورهای عضو این نهاد می تواند انجام بگیرد

اکنون با توجه به جنبش زن زندگی آزادی و ابتکار اخیر منشور مطالبات حداقلی تشکل های کارگران، معلمان و مدنی. کارگران بطور واضح می گویند ما شورای عالی ضد کارگری را قبول نداریم و به آن اجازه نمی دهیم که از بالای سرما برای زندگی و شرایط کاری ما تصمیم بگیرد

برای مقابل واقعی و عملی در مقابل این سیاست باید در ابعادی بین المللی به مقابل برخاست و حرکت و اعتراضات وسیع تری را باید سازمان داد. پلاتفرم سندیکاهای کارگری سوئد اقدامات معینی را در این رابطه در دستور کار خود قرار داده است و امیدوار است که اقدامات ضروری و عاجل در دستور کار سندیکاهای کارگری در کشورهای مختلف در سطح بین المللی برای مقابل با این سرکوب ها قرار گیرد

پلاتفرم سندیکاهای کارگری سوئد ضمن محکوم کردن اعمال ضد انسانی جمهوری اسلامی ایران خواستار:

آزادی بی قید و شرط و فوری کلیه فعالین کارگری، معلمان، بازنشستگان و فعالین مدنی و روزنامه نگاران

یان دادن به اعمال فشار و سرکوب فعالین کارگری و مدنی در ایران

درجه یک قرار دادن پرداخت دستمزدهای معوقه از طرف کارفرما و تضمین پرداخت آن از طرف دولت اولویت

برسمیت شناسایی حق تجمع و تشکیل تشکل ها و اتحادیه های مستقل و آزاد کارگری

لغو اتهامات امنیتی علیه فعالین کارگری و مدنی

پلاتفرم سندیکاهاى کارگرى سوئد / ایران

Stockholm 2 Juni 2023

جهت اطلاع عمومى

پلاتفرم سندیکاهاى کارگرى سوئد/ایران، پروژه همکارى مشترک سازمان سراسرى کارگران سوئد، اتحادیه کارگران ترانسپورت سوئد، اتحادیه فلز، سازمان اتحادیه اى شهردارى ها (کمونال)، سازمان مرکزى کارمندان سوئد میباشد ((TCO)

ces

گردهمایی در ژنو، جمعه ۹ ژوئن ۲۰۲۳ در اعتراض به سرکوب در ایران

به مناسبت کنفرانس سالانه سازمان جهانی کار، ما تشکلات سندیکایی امضا کننده این متن، حمایت و شرکت خود را در گردهمایی اعتراض فراخوانده توسط پناهندگان ایرانی برای روز ۹ ژوئن ۲۰۲۳ در مقابل مقر سازمان ملل متحد در ژنو اعلام می کنیم. از این طریق، تشکلات ما اعتراض خود را نسبت به اقدامات سرکوبگرانه اخیر مقامات جمهوری اسلامی ایران به گوش همگان می رساند. از آن جمله:

- افزایش تعداد اعدام ها از جمله بیش از ده جوان در طی هفته های اخیر،
- مرگ نزدیک به ۶۰۰ معترض،
- حبس بیش از ۲۲۰۰۰ نفر از جمله بسیاری از سندکالیست ها و فعالان انجمن ها (از جمله دو معلم فرانسوی عضو اتحادیه کارگری فرانسوی).
- تداوم سرکوب زنانی که از پوشش اسلامی خودداری می کنند،
- ما هم چنین به حضور هیأتی متشکل از ۳۰ نفر از ایران در کنفرانس سازمان جهانی کار، که ۷ نفر از سوی رژیم به نمایندگی از کارگران منصوب شده اند اعتراض می کنیم.
- تا به امروز جمهوری اسلامی ایران از تصویب ۵۸ متون اساسی سازمان جهانی کار، از جمله متون مربوط به آزادی ایجاد اتحادیه های کارگری، حمایت از حقوق سندیکایی و مذاکرات جمعی (کنوانسیون های ۸۷ و ۹۸) خودداری کرده است.
- به هر حال، این دولت رسماً عضو این سازمان است و این که برخلاف استانداردها و تصمیمات این نهاد عمل می کند به هیچ وجه قابل قبول نیست.
- به هیچ وجه قابل قبول نیست که کشوری که رسماً عضو نهاد رهبری سازمان جهانی کار است، دولت اش هر روزه مصوبات آن را زیر پا بگذارد و برخلاف آن ها عمل کند
- از سوی دیگر ایران دو میثاق بین المللی حافظ عمده حق تشکیل اتحادیه های کارگری، پیوستن به اتحادیه ها و ملاقات با اتحادیه های کارگری کشورهای دیگر را امضا کرده است، از آن جمله:

- میثاق بین المللی حقوق مدنی و سیاسی (PIDCP-ICCPR) ماده ۲۲؛
- میثاق بین المللی حقوق اقتصادی، اجتماعی و فرهنگی (PIDESC/ICESCR)، ماده ۸.
- با وجود این، دولت ایران صدها نفر را که در چارچوب این دو میثاق امضا شده توسط دولت ایران، عمل می کنند، سرکوب می کند.

جمعه ۹ ژوئن ۲۰۲۳ از ساعت ۱۱ صبح در مقابل کاخ ملل در ژنو

- کنفدراسیون دموکراتیک فرانسوی کار (CFDT) - فرانسه
- کنفدراسیون عمومی کار (CGT) - فرانسه
- فدراسیون اتحادیه های کارگری (FSU) - فرانسه
- اتحادیه کارگری همبستگی (Solidaires) - فرانسه
- اتحاد ملی اتحادیه های کارگری مستقل (UNSA) - فرانسه
- سندیکای ژنو (CGAS) - سوئیس
- سندیکای خدمات عمومی ژنو (SSP) - سوئیس

پیام رضا شهابی به نمایندگان اتحادیه های کارگری مستقل از دولت و کارفرما، حاضر در کنفرانس سال ۲۰۲۳ سازمان جهانی کار

با درودهای گرم،

من رضا شهابی هستم، راننده شرکت واحد اتوبوسرانی تهران و حومه و عضو هیئت مدیره سندیکای کارگران شرکت واحد اتوبوسرانی تهران و حومه، از پشت دیوارها و میله های به هم تنیده ی زندان اوین به شما نمایندگان تشکل های کارگری مستقل از کارفرما و دولت حاضر در این نشست درود میفرستم.

از سال ۱۳۸۳، یعنی از بدو بازگشایی سندیکا من و همکارانم بارها بازداشت، اخراج، زندان، و شکنجه شده ایم. از سال ۱۳۸۹ تا سال ۱۳۹۶ به خاطر؛

– مبارزات اتحادیه ای

– مبارزه بر سر دفاع از حقوق کارگران

– مبارزه برای یک زیست انسانی و شرافتمندانه

با اتهام های واهی و پرونده سازی های دروغین

تحت شدیدترین سرکوب ها قرار گرفتیم. من شخصا درین فاصله در زندان بودم و در آنجابه دلیل ضرب و شتم و شکنجه از ناحیه گردن و کمر تحت عمل جراحی قرار گرفتم.

در اردیبهشت ۱۴۰۱ به خاطر گفتگو و همفکری با همکاران راننده و اعضای سندیکای کارگران شرکت واحد و سندیکاهای صنفی از جمله دو عضو سندیکای معلمان فرانسه، فعالین صنفی معلمان، بازنشستگان، نویسندگان، زنان، دانشجویان، دوباره به دلیل فعالیت صنفی و حق خواهی و اعتراض به وضعیت اسفبار دستمزد، معیشت، مسکن، بهداشت و آموزش کارگران، و بعد از روز جهانی کارگر ۱۴۰۱، مثل روال گذشته، با پرونده سازی های دروغین و اتهام های واهی و کذب مواجه شده ایم و کنشگران زیر یا هنوز در زندان هستیم، یا در انتظار ابلاغ احکام ظالمانه:

رضا شهابی، داوود رضوی، حسن سعیدی از سندیکای کارگران شرکت واحد

کیوان مهدی و آنیسا اسدالهی مدرس زبان انگلیسی و مترجمان سندیکای کارگران شرکت واحد،

ریحانه انصاری نژاد فعال کارگری، ژاله روحزاد، فعال بازنشسته ی معلمان

رسول بدایی، جعفر ابراهیمی، محمد حبیبی، مسعود نیکخواه، اسکندر لطفی، شعبان محمدی از اعضای کانون های صنفی معلمان، و همچنین تعدادی از حامیان و فرزندان کارگران.

رفقا و هم طبقه ای ها،

نظام حاکم در کشور ما از بدو تاسیس، شمشیر را از رو بر تمام کارگران و مزدبگیران بسته، و اولین کارش خارج کردن سندیکاها و تشکل های مستقل کارگری از قانون کار، محدود و جایگزین کردن آن ها با تشکل های دولتی و فرمایشی و انتصابی یعنی خانه کارگر، شورای اسلامی کار و مجمع نمایندگان کارگران بوده که همگی زیر نظارت و هدایت حکومت و دولت همچون پلیس مخفی در کارخانه ها و کارگاه ها فعالیت کرده و اجازه نمیدهند صدای اعتراض کارگران بلند شود و کارگران معترض را شناسایی و به نیروهای امنیتی یا مدیریت گزارش میکنند. به عنوان نمونه، در شرکت واحد اتوبوسرانی تهران، شوراهای اسلامی کار رانندگان معترض را به حراست و شورای تامین استان معرفی کردند و به دستور نیروهای امنیتی در جلسات ساختگی “کمیته انضباط کار” کارگران حق طلب و معترض را اخراج کردند که خود ما از جمله ی آن کارگران اخراجی هستیم. ما به دلیل تشکیل سندیکا بر اساس مقاوله نامه های ۸۷/۹۸ سازمان جهانی کار و حق خواهی و درخواست یک زندگی عادلانه، و اجرای طبقه بندی مشاغل سخت و زیان آور و... با گزارشات کذب تعدادی از اعضای شورای اسلامی کار و خانه کارگر به نیروهای امنیتی مستقر در کارگاه ها از کار اخراج، بازداشت، و زندانی شدیم، و در حال حاضر هم دوباره به همان دلایل در زندان هستیم.

آخرین خبر این که در حالی که ما بیش از یکسال است که در زندان بسر می بریم، پرونده جدیدی علیه حسن سعیدی، کیوان مهدی و خود من گشوده شده است.

دوستان گرامی،

در اجلاس شما، نمایندگان به ظاهر کارگری از ایران نیز شرکت دارند. آنها نمایندگان کارگران ایران نیستند، چون اساسا در یک روند دموکراتیک و به دور از اجبار و رعب و ترس از اخراج توسط مدیریت و نیروهای امنیتی و

کارفرما انتخاب نشده اند. این افراد که با رأی گیری نمایشی، اگر اصلاً انتخاباتی در کار بوده باشد، معرفی شده اند، فقط به خاطر منافع خود و برای استفاده از امتیازات و رانت دولتی هر آنچه کارفرما و دولت گفته انجام داده اند. آن ها هرگز کنار کارگران نبوده اند، بلکه برعکس در تمام بزرگراه ها علیه کارگران اقدام کرده اند. بر هیچکس پوشیده نیست که آنها ابزار و وسیله ای در دست کارفرما و دستگاه امنیتی حکومت هستند، ماشین امضا برای تأیید اخراج کارگران و ظاهرسازی برای روندهای ظالمانه علیه طبقه کارگر هستند.

درد کارگران در ایران زیاد است و خارج از حوصله شما عزیزان. حرف نهایی ما با شما همکاران این است:

کشوری که پای مقوله نامه ها و میثاق های بین المللی سازمان جهانی کار را امضا می کند، از جمله مقوله نامه های بنیادین کار که برای همه دولت های عضو الزام آور هستند، نه تنها آن ها را اجرا نمی کند، بلکه شرایط سخت تر و غیرانسانی تر برای تمام زحمتکشان و مزدگیران، چه زن و چه مرد، در تمام کارگاه ها، مدارس، بیمارستان ها، شرکت های پیمانکاری و خصوصی به وجود می آورد.

مزید بر این، تورم بالای ناشی از سیاست های سوداگرانه و رانتی، کارگر را در وضعیتی از ضعف قدرت خرید قرار داده که حتی در شرایط شاغل بودن باز هم توان پرداخت بخشی از هزینه ها مانند اجاره مسکن را ندارد، اما در همان حال باز هم از ترس اخراج، زندان و شلاق خوردن باید به این شرایط غیرانسانی تن دهد. کارگری که نه تنها صدایی در اجلاس های جهانی که به نامش برگزار می شوند ندارد، بلکه می بیند که این نهاد نیز به اشغال همان بانیان شرایط اسف بار زندگی او درآمده است.

کشوری که اجازه تشکیل سندیکا و تشکل مستقل را نمیدهد، حق مسلم کارگران برای اعتصاب را به جرم امنیتی بدل می سازد، و اجازه انتخاب نمایندگان کارگری در یک روند دموکراتیک را نمی دهد، و هر وقت صدای اعتراض کارگری بلند شده با اخراج و زندان و شلاق و شکنجه مواجه شده، همین دستگاه امنیتی نمایندگان انتصابی و فرمایشی خود را به نام نمایندگان مستقل کارگری به مجامع بین المللی از جمله اجلاس های سازمان جهانی کار اعزام میکند. مگر می شود یک فرد نزدیک به سه دهه دبیر کل “خانه کارگر” باقی بماند، و همزمان ۶ دوره نماینده ی مجلسی باشد که همه از فیلترهای سفت و سخت و انتصابی آن آگاه هستند؟ و در تمام این دوران مصوبات بیشمار علیه کارگران تصویب شده است. چطور است که اعضای خانه کارگر و شوراهای اسلامی کار مستقیماً در سرکوب مجمع عمومی کارگران شرکت واحد نقش داشته اند و آن را جزو افتخار خود در خدمت به حکومت می دانند، اما باز هم خود را به اسم نماینده ی منتخب کارگران جا میزنند؟ چطور می توان به این افراد تا جایی اعتماد کرد که آن ها برای پست های بالاتر در سازمان جهانی کار انتخاب شوند؟

از تک تک نمایندگان محترم کارگری در اجلاس سازمان جهانی کار تقاضا دارم به درخواست کارگران تحت ستم و ظلم ایران، که در شرایط نابرابر با کمترین امکانات صرفاً برای زنده ماندن تلاش میکنند، توجه داشته باشند. در این مدت دنیا به وضوح شاهد وقایع اسف بار و ستم و بهره کشی و خشونت بی نهایت علیه زحمتکشان، جوانان، زنان، و اقلیت های این سرزمین بوده است، به طوری که دیگر اتهامات تکراری همچون پرونده سازی های امنیتی، یا بهانه تراشی های دیگر، نمی تواند دست های خونین این آقایان را بشوید. از شما می خواهیم که در کنار کارگران ایران بایستید و؛

—این ماموران امنیتی را که به عنوان نمایندگان کارگران ایران به سازمان جهانی کار فرستاده اند، در هیئت مدیره سازمان جهانی کار یا در کمیته های کارگری و غیره نپذیرید،

—خواهان اخراج آن ها باشید،

—در انتظار عمومی خواستار آزادی کلیه کارگران و فعالین صنفی زندانی باشید،

—اجرای کامل مقوله نامه های سازمان جهانی کار بخصوص در رابطه با حق سازمان یابی، مذاکرات جمعی و آزادی تشکل را مطالبه کنید.

با همبستگی،

رضا شهابی،

زندان اوین، تهران

۱۲ خرداد ۱۴۰۲

نامه سرگشاده به بهانه اجلاس سالانه سازمان جهانی کار در ژنو

من یک کارگر بازنشسته هستم که عمری در رنج و کار و زحمت زیسته ام. زندگی و سرنوشت من به مانند میلیون ها کارگر دیگر با ستم و استثمار و فقر رقم خورده است. ان زمان که من بعنوان یک کارگر شاغل در مراکز کار و تولید برای داشتن لقمه ای نان، نیروی کار خود را در اختیار صاحبان سرمایه قرار می دادم، ستم و استثمار و بردگی را با تمام وجودم درک کردم. امروز در مقام یک کارگر بازنشسته صحبت می کنم، بازنشسته اجباری. کارگری که در جریان اعتراضات به حق در نیشکر هفت تپه با هزاران کارگر دیگر برای کسب مطالبات پایمال شده فریاد زدیم و به خیابان ها آمدیم تا شاید صدای ما شنیده شود و بتوانیم به حداقل هایی دست پیدا کنیم. در ادامه اعتراضات پر شکوه کارگران هفت تپه در سال ۱۳۸۷ توانستیم با تلاش و همت کارگران مبارز و حق طلب، تشکل کارگری مستقل خود را با رای گیری ایجاد کنیم.

من و جمع دیگری از کارگران بعنوان هیئت مدیره سندیکای کارگران نیشکر هفت، انتخاب و عهده دار مسئولیت شدیم. اما دولت و حکومت مدافع صاحبان سرمایه در ایران تاب نیاورند و هجوم خود را به ما شروع کردند. از توطئه تا تفرقه اندازی، از تهدید و ارباب تا بازداشت و زندانی کردند، از سلول های انفرادی و نهایتا اخراج از محل کار. این سرنوشت تمام کارگرانی است که در ایران تحت حاکمیت مدافعان ستم و استثمار بخواهند تشکل مستقل از دولت و کارفرما را به نیروی خود ایجاد کنند.

سهم من و تمامی اعضای سندیکای کارگران نیشکر هفت تپه و دیگر کارگرانی که مطالبه گر هستند و برای ایجاد تشکل های مستقل کارگری تلاش می کنند، اخراج و زندان بوده و هست.

نهادهای پلیسی امنیتی با اتهامات واهی اغتشاش گر، اقدام علیه امنیت ملی و جاسوس بیگانگان! به ما حمله ور می شوند.

جالب است که طی چند روز گذشته چندین تن از افراد دو تابعیتی که به اتهام جاسوسی! محاکمه و احکامی برای آنها صادر شده بود، با هواپیما به کشور های بیگانه! با دست گل برگردانده شدند، اما کارگران خوش نامی چون رضا شهابی، داود رضوی و حسن سعیدی که به اتهام کاملاً واهی و بی پایه و اساس جاسوسی تحت پوشش ملاقات با دو نفر فرانسوی بازداشت شده اند، همچنان در وضعیت بسیار بد و نا مساعدی در زندان های حاکمیت هستند. این دروغ بزرگی است که رفقای ما را به آن بهانه بازداشت و زندانی کرده اند. جرم این عزیزان تنها ایجاد و تبلیغ و ترویج ایجاد تشکل های مستقل کارگری و کسب مطالبات پایمال شده کارگران بوده و هست. در ایران، کارگرانی که چندین ماه دستمزد خود را دریافت نکرده اند و ناچار می شوند به این بی حقوقی آشکار اعتراض کنند، بازداشت می شوند، و در بسیاری از موارد جرمه نقدی شده و یا با احکام شلاق رو برو می شوند، یکی از نمونه های اینچینی کارگران معدن طلای آق دره بود که ۱۶ نفر از این کارگران را با حکم دادگاه!! شلاق زده شدند.

اینها تنها گوشه های بسیار کوچکی از یک واقعیت بزرگتری است که کارگران در ایران با آن دست و پنجه نرم می کنند.

فقر و نداری، استثمار، تبعیض و نابرابری ها، بیکاری و غارت و دزدی از سفره کارگران در ایران بر کسی پوشیده نیست.

ایجاد تشکل های مستقل کارگری در ایران حرام و جرم محسوب می شود، جرمی غیر قابل بخشش! حاکمیت تحمل شنیدن صدای حق طلبی کارگران را ندارد و هر گونه تشکل مستقل کارگری که به نیروی کارگران ایجاد شود را در نطفه خفه می کنند.

طبق روال معمول در اجلاس سالانه سازمان جهانی کار، امسال هم افرادی تحت عنوان نماینده کارگران ایران در این اجلاس حضور خواهند داشت.

این دروغ آشکاری است که این افراد نمایندگان کارگران هستند، همانطور که شما شرکت کنندگان اطلاع دارید، این افراد نماینده صاحبان سرمایه و حاکمیت ایران هستند و هیچ ربطی به منافع کارگران در ایران ندارند.

همانطور که اطلاع دارید خانه کارگر، شورا های اسلامی کار و دیگر تشکل های ساخته حکومت، نهادهای پلیسی و امنیتی در محیط کار هستند که توسط پلیس و ارگان های سرکوب هدایت و رهبری می شوند.

نمایندگان تشکل های دست ساز حکومتی، منتخب کار فرمایان و نهادهای پلیسی و امنیتی هستند و هیچ ربطی به کارگران ندارند، چرا که انتخاب این افراد توسط کارگران صورت نمی گیرد و در بهترین حالت در زمان رای گیری

کارگران را پای صندوق های رای، می کشانند تا به افرادی که توسط نهاد های سرکوبگر تایید و انتخاب شده اند، رای دهند.

من و دیگر کارگران در ایران می دانیم که هیچ فریاد رسی وجود ندارد و ما باید فریاد رس خود باشیم، می دانیم که فعلا هیچ نهاد مستقل کارگری توانمند ی در سطح بین المللی وجود ندارد تا بتوانیم با هم در همکاری باشیم و بعنوان یک طبقه جهانی از منافع خود در مقابل سرمایه داران، از خود دفاع کنیم.

اما امروز بر خود لازم دیدم تا این نامه سرگشاده را به بهانه برگزاری اجلاس سالانه سازمان جهانی کار، انتشار دهم تا یک بار دیگر اعلام کنم که افرادی که تحت عنوان نماینده کارگران ایران در اجلاس سالانه شرکت می کنند، نماینده ما کارگران نیستند، بلکه این افراد نماینده حکومت ضد کارگر و صاحبان سرمایه و کارفر ها در ایران هستند. نماینده واقعی کارگران یا از محیط کار اخراج شده و یا در زندان هستند و یا پرونده های آنها در دادگاه ها !! مفتوح می باشد.

اجازه حضور نمایندگان کارفرمایان و حاکمیت جمهوری اسلامی ایران در اجلاس سالانه سازمان جهانی کار، نشان می دهد که اکثریت اعضای تشکیلات دهنده این اجلاس، نمی توانند نمایندگان واقعی و مستقل کارگران باشند، اگر نماینده گان واقعی کارگران در این اجلاس سالانه حضور داشته باشند، قطعاً با حضور نمایندگان رژیم ایران مخالفت خواهند کرد و بر علیه سرکوب های این رژیم اعتراض خواهند داشت.

صدای ما کارگران را از پشت میله های زندان و از کف خیابان ها بشنوید. با وجود فضای سرکوب و اختناق، اعتراض پیگیرانه بازنشستگان، کارگران، پرستاران، معلمان در بخش های مختلف کار و تولید و خدمات، هر روز در ایران جاری است.

صدای نمایندگان کارگران را از پشت میله های زندان بشنوید، صدای رضا شهابی، حسن سعیدی و داود رضوی از اعضای سندیکای کارگران شرکت واحد اتوبوسرانی تهران و حومه که به جرم ایجاد و دفاع از تشکیلات مستقل کارگری به بند کشیده شده اند، همچنین صدای سپیده قلیان که به خاطر دفاع از حقانیت کارگران هفت تپه در زندان می باشد و صدای ده ها و صد ها و هزاران صدای دیگری که پشت میله های زندان هستند.

صدای دانشجویان خبر نگاران، مدافعین محیط زیست، اقلیت های جنسی و جنسیتی، ملل تحت ستم، و ...، در کف خیابان و پشت میله های زندان بشنوید.

افراد ارسالی حاکمیت جمهوری اسلامی ایران که تحت عنوان نماینده کارگران به اجلاس سالانه سازمان جهانی کار دعوت شده اند، نماینده واقعی ما کارگران نیستند، اینها نمایندگان حاکمیت و صاحبان سرمایه ای هستند که صدای اعتراض را با گلوله جواب می دهند.

بلاشک و یقیناً صدای خیزش ژینا را با شعار ژن ژیان نازادی را شنیده اید، حتماً از قتل ۵۰۰ نفر در کف خیابان ها هم اطلاع دارید، از بازداشت ده ها هزار نفر و اعدام روزانه زندانیان، از دستمزد های بسیار نازل، از فقر مطلق و نداری، از همه چیز اطلاع دارید، حتماً می دانید فرستادگان حاکمیت اسلامی ایران در اجلاس سالانه شما، از جنس ما کارگران نیستند، بر عکس اینها ضد کارگر، ضد تشکیلات های مستقل کارگری، ضد آزادی، و سرکوبگر هر نوع صدای حق طلبی کارگران و ستمدیدگانی هستند که برای رهایی مبارزه می کنند.

صدای ما را از پشت میله های زندان و کف خیابان ها بشنوید!

زنده باد اتحاد و همبستگی سراسری طبقه کارگر بر علیه سرمایه داران

علی نجاتی، کارگر بازنشسته سندیکای کارگران نیشکر هفت

۱۳ خرداد ۱۴۰۲

قطعه نامه کمیته برگزار کننده آکسیون نهم ژوئن 2023 در مقابل سازمان جهانی کار

یکصد و یازدهمین کنفرانس سالانه سازمان جهانی کار از جمله با شرکت هیئت نمایندگی جمهوری اسلامی، در حالی برگزار می شود که بیش از چهار دهه است که کارگران ایران از حق ایجاد تشکلهای مستقل خود محروم بوده اند. در طی این سالها هر گاه که کارگران و فعالین کارگری تلاش کرده اند که دست به ایجاد تشکلهای آزاد خود بزنند و یا اعتراضاتی را بر علیه شرایط دهشتناک موجود سازمان دهند، دستگیر، زندانی، شکنجه و اخراج شده اند. هم اکنون تعداد زیادی از اعضای تشکل های مستقل کارگری، معلمان و دیگر فعالین کارگری به جرم ایجاد تشکلات مستقل یا به دلیل اعتراض به بی حقوقی مطلق، فقر و فلاکت و بردگی مزدی، در زندانهای جمهوری اسلامی بسر می برند و یا اینکه با پرونده سازی توسط دستگاه های حکومتی، تحت تعقیب و آزار و اذیت قرار دارند.

در چنین شرایطی جمهوری اسلامی مانند سالهای گذشته اجازه یافته است که نمایندگان تشکل های وابسته به دولت را به عنوان نمایندگان کارگران ایران به اجلاس سازمان جهانی کار گسیل کند. ما همراه با فعالین کارگری، معلمان، بازنشستگان و همصدا با فعالین کارگری و تشکل های مستقل کارگری که به سازمان جهانی کار نسبت به حضور جمهوری اسلامی در اجلاس این سازمان اعتراض کرده اند، اعلام می کنیم که هیئت نمایندگی کارگری جمهوری اسلامی نه تنها کارگران ایران را نمایندگی نمی کند بلکه این هیئت ضد کارگری با هزار رشته به حکومت وابسته است. پذیرش این هیئت دولتی - امنیتی به عنوان نماینده کارگران ایران توسط سازمان جهانی کار، نه تنها شرم آور بلکه توهین و زورگویی مستقیم به طبقه کارگر در ایران است.

گرانی، بیکاری، بی مسکنی، نا امنی شغلی، تحمیل انواع تبعیض ها و دستمزدهای چندین برابر زیر خط فقر، زندگی را برای اکثریت کارگران و مردم ایران تحمیل ناپذیر کرده است. در همان حال هر اعتراضی به این شرایط غیر انسانی توسط کارگران و مردم جان به لب رسیده با سرکوب خشونت بار و خونین توسط جمهوری اسلامی پاسخ گرفته است. در جریان جنبش انقلابی " زن زندگی آزادی " صدها نفر از معترضان توسط نیروهای سرکوب حکومت کشته شدند، بسیاری زخمی و یا با شلیک مستقیم نیروهای حکومتی چشمان خود را از دست دادند. هم اکنون در حالی که صدها نفر از دستگیر شدگان در شرایط ضد انسانی در زندان بسر می برند، حکومت اسلامی برای ایجاد ترس و وحشت در جامعه به اعدام های دستجمعی متوسل شده است ؛ هفته ای نیست که چندین نفر بر طناب دار حکومتی آویزان نشوند.

جلوگیری از تشکل یابی کارگران و سرکوب مداوم فعالین کارگری در ایران بخش جدایی ناپذیر از شیوه حکم رانی رژیم جمهوری اسلامی و ابزار دائمی کارفرماها برای

پایین نگاه داشتن دستمزد ها، تحمیل قرارداد موقت و سفید امضا و بطور کلی تحمیل فقر و فلاکت بر کارگران بوده است.

کارگران ایران خواهان برخورداری از حق ایجاد تشکل، حق اعتصاب، اعتراض و تجمع، مزد برابر در مقابل کار برابر، فرصتهای شغلی برابر بدون تبعیض جنسیتی، ملیتی و عقیدتی و خواهان برچیده شدن قراردادهای موقت و شرکت های پیمانی و برخورداری از بیمه بیکاری و امنیت شغلی هستند. برای این خواسته ها صدها کارگر و مزدبگیر توسط رژیم جمهوری اسلامی به بند کشیده شده اند.

ما ضمن پشتیبانی از این مطالبات و خواسته ها با صدای بلند اعلام می داریم که:

1- هویت کارگری ایران در سازمان جهانی کار، وابسته به دولت است و کارگران ایران را نمایندگی نمی کند. ما خواهان اخراج این هویت دولتی - امنیتی از سازمان جهانی کار هستیم.

2- ما خواهان آزادی بدون قید شرط کارگران، معلمان، دستگیر شدگان جنبش زن، زندگی آزادی و همه زندان سیاسی هستیم.

3- اعدام، قتل و جنایت حکومتی است. ما خواهان لغو فوری مجازات اعدام هستیم.

ما از همه اتحادیه های کارگری، تشکل مدافع حقوق انسان، نهاد ها و سازمان های مترقی و آزادی خواه می خواهیم که ضمن حمایت از حقوق کارگران ایران به موج اعدام ها در ایران اعتراض کنند و نگذارند که این چرخ جنایت همچنان بچرخد.

ما از همه شما که در این تجمع شرکت کرده اید، همه سخنران ها و از اتحادیه ها و سندیکاهای کارگری که از برگزاری این تجمع حمایت و در آن فعالانه شرکت کردند تشکر می کنیم.

پایدار باد همبستگی کارگران در سراسر جهان!

کمیته برگزارکننده آکسیون اعتراضی نهم ژوئن در ژنو

9 ژوئن 2023